

[Text]

**Mr. Sabourin:** We were told while we were in Washington that Treasury is looking at the total aspect of the deposit insurance; a complete review of deposit insurance, what it should do, how it should govern itself and whether it should examine financial institutions. It is a complete review of FDIC, its authority and its regulations.

**Mr. Richardson:** I guess if FDIC changes, it may impact on CDIC down the road. We will see.

**Mr. McKinlay:** I think we would like to continue to be in some limited way a sovereign nation, although people may have views on that. One of the difficulties they have at FDIC is that they have a board of directors of three people. They are all in one way or the other government officials. It may be that if they had the benefit of outside, independent directors, as we have had for several years, some of the problems might have been at least addressed at an earlier stage.

**Mr. Attewell (Markham—Whitchurch—Stouffville):** I have just a comment and then a question. When you look at the financial statements, the change in just six months really is incredible. I am just looking at the provision for loan losses for the full 1989, which was \$1,374,000. For the first six months of this year it was almost \$55 million. The non-performing loans in the same six months go from \$31 million to \$216 million.

• 1650

Just on the surface it would seem to me the most imprudent thing they did was having a few large loans to one group—this Howell Developments, I think, from Edmonton, where it is reported they had at least 50 million in there. Maybe the figure is higher. But most financial institutions have some guidelines on what percent of their equity you can put out to one group of borrowers, and here you have almost 60%. Here, of the \$90 million, they put almost 60% in one borrower.

For the provision of loan losses or unproductive loans to skyrocket, I would guess there must be other companies like Howell in there, although maybe not \$50 million. Should there not have been some guidelines to prevent that concentration of loans? I do not know if you have any other stats on other very large borrowers, but to me that is a very imprudent thing to do.

**Mr. McKinlay:** I do not think there is any question about that, and the results speak for themselves. There are, and I do not have them with me here—maybe J.P. or Luc can comment on them—standards called CDIC draft guidelines for member institutions which set out certain ratios and so on. Using the numbers you have cited, that kind of concentration clearly flies in the face of the issued principles for insurance in spreading risk, geographically, type of lender, and all that type of thing.

[Translation]

**M. Sabourin:** On nous a dit lorsque nous étions à Washington que le Trésor américain est en train de revoir toute la question de l'assurance-dépôts; il s'agit d'un examen complet de l'assurance-dépôts, de son rôle, de la façon dont elle devrait être régie et de sa fonction de contrôle des institutions financières. C'est un examen complet de la FDIC, de ses pouvoirs et de ses règlements.

**M. Richardson:** J'imagine que s'il y a des changements à la FDIC, ils se répercuteront peut-être ultérieurement sur la SDAC. Nous verrons.

**M. McKinlay:** Nous aimerions continuer à être d'une certaine façon un État souverain, quoi que tout le monde ne soit peut-être pas de cet avis. Le problème à FDIC, c'est que le conseil d'administration ne compte que trois personnes. Ce sont toutes des fonctionnaires du gouvernement à un titre ou un autre. Peut-être qu'avec des administrateurs indépendants, de l'extérieur, comme ceux que nous avons depuis plusieurs années, certains des problèmes auraient pu au moins être abordés plus tôt.

**M. Attewell (Markham—Whitchurch—Stouffville):** Je voudrais faire un commentaire et poser ensuite une question. Selon les états financiers, le changement intervenu en à peine six mois est tout à fait incroyable. Je regarde la provision pour les pertes sur prêts pour l'année 1989, qui était de 1,374,000\$. Pour les six premiers mois de cette année, c'était presque 55 millions de dollars. Au cours des mêmes six mois, les prêts non productifs passent de 31 millions à 216 millions.

A priori, il me semble que c'était très imprudent de leur part de consentir quelques gros prêts à un seul groupe—la Howell Developments, je crois, d'Edmonton, qui semble avoir reçu au moins 50 millions de dollars. Le chiffre est peut-être plus élevé. Mais la plupart des institutions financières ont des règles sur le pourcentage de capital que l'on peut prêter à un groupe d'emprunteurs, et ici, on atteint presque 60 p. 100. Ici, sur les 90 millions de dollars, presque 60 p. 100 ont été prêtés à un seul emprunteur.

Pour que la provision pour pertes ou pour prêts non productifs augmente ainsi de façon vertigineuse, il y a probablement d'autres entreprises, comme Howell, quoique le chiffre n'atteigne peut-être pas 50 millions de dollars. N'aurait-on pu établir des lignes directrices pour empêcher une telle concentration de prêts? Je ne sais pas si vous avez d'autres statistiques sur d'autres gros emprunteurs, mais à mes yeux, c'est un geste très imprudent.

**M. McKinlay:** Cela ne fait pas l'ombre d'un doute et d'ailleurs, les résultats sont éloquentes. Il existe des normes, je ne les ai pas ici—peut-être que J.P. ou Luc pourront en parler—il s'agit de projets de lignes directrices de la SDAC pour les institutions membres et qui établissent certains ratios. D'après les chiffres que vous avez cités, cette concentration va manifester à l'encontre des principes établis dans le domaine de l'assurance en ce qui concerne la répartition des risques, sur le plan géographique, entre différents types de prêteurs, etc.